

# 3.2

## Réglementation

---

---

## 3.2 RÉGLEMENTATION

### 3.2.1 Consultation

#### Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 26° et 34° et a. 331.2)

#### Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription.*

Vous trouverez également ci-dessous, le projet de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*.

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **13 janvier 2011**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4786  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

**Le 15 octobre 2010**

## Avis de consultation

### **Projet de Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription**

#### **Inscription des gestionnaires de fonds d'investissement internationaux et de certains gestionnaires de fonds d'investissement canadiens**

**Le 15 octobre 2010**

#### **Introduction**

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») lancent une consultation sur des projets de modification du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « règlement ») et de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (l'« instruction générale ») relativement à l'inscription des gestionnaires de fonds d'investissement internationaux et de certains gestionnaires de fonds d'investissement canadiens.

Dans le présent avis, les gestionnaires de fonds d'investissement suivants sont désignés comme des gestionnaires de fonds d'investissement non résidents :

- 1) les gestionnaires de fonds d'investissement internationaux exerçant des activités de gestion de fonds d'investissement à partir d'un établissement situé à l'extérieur du Canada;
- 2) les gestionnaires de fonds d'investissement canadiens ayant leur siège dans une province et exerçant des activités de gestion de fonds d'investissement dans d'autres provinces ou territoires.

Entré en vigueur le 28 septembre 2009, le règlement a instauré un nouveau régime d'inscription pancanadien, notamment une nouvelle catégorie d'inscription pour les gestionnaires de fonds d'investissement. Il prévoit des dispenses temporaires pour certains gestionnaires de fonds d'investissement. En particulier, les articles 16.5 et 16.6 du règlement prévoient actuellement des dispenses temporaires pour les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents, de sorte que l'inscription n'est obligatoire dans aucune province ni aucun territoire jusqu'au 28 septembre 2011.

Dans l'avis de publication du 17 juillet 2009 (l'« avis de 2009 ») qui accompagnait le règlement, nous avons annoncé notre intention de lancer une consultation en 2010 en vue d'énoncer les circonstances dans lesquelles les gestionnaires de fonds d'investissement internationaux devront s'inscrire et de préciser les autres provinces et territoires dans lesquels les gestionnaires de fonds d'investissement canadiens ayant leur siège au Canada seront tenus de s'inscrire.

Nous publions pour consultation des modifications introduisant de nouvelles dispenses dans le règlement et de nouvelles indications en la matière dans l'instruction générale. La période de consultation prend fin le **13 janvier 2011**.

Les dispenses temporaires prévues aux articles 16.5 et 16.6 du règlement expirent le 28 septembre 2011. Si les projets de modification sont approuvés et mis en œuvre, la date de prise d'effet des nouvelles dispenses devrait être très proche de la date d'expiration des dispenses temporaires. Nous encourageons donc fortement les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents à évaluer leur situation à l'avance pour savoir s'ils devront s'inscrire dans une province ou un territoire d'ici le 28 septembre 2011.

## **1. Résumé et objet des projets de modification du règlement et de l'instruction générale**

### ***Champ d'application de la catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement***

La catégorie des gestionnaires de fonds d'investissement vise à ce que les gestionnaires aient les compétences, l'intégrité et les assises financières (notamment le capital) nécessaires pour remplir adéquatement leurs fonctions. Dans l'avis des ACVM du 20 février 2007, nous avons établi que les risques suivants étaient propres à la gestion des fonds d'investissement :

- le calcul erroné ou hors délai de la valeur liquidative;
- l'établissement inadéquat ou hors délai des états et des rapports financiers;
- la prestation inadéquate ou hors délai de services d'agent des transferts ou de tenue des dossiers;
- les conflits d'intérêts entre le gestionnaire du fonds et les investisseurs.

Ces risques s'appliquent aux investisseurs de tout fonds d'investissement, peu importe où se situe son gestionnaire. Nous estimons toutefois que l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement peut constituer une contrainte excessive pour un gestionnaire exerçant ses activités à l'extérieur d'une province ou d'un territoire donnés, particulièrement si le fonds d'investissement a des porteurs qui résident dans une province ou un territoire pour des raisons indépendantes de la volonté du gestionnaire, par exemple lorsqu'un porteur déménage d'une province à une autre.

### ***Inscription des gestionnaires de fonds d'investissement non résidents***

Les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents auraient à s'inscrire dans une province ou un territoire dans les cas suivants :

1) un gestionnaire de fonds d'investissement international exerçant des activités de gestion de fonds d'investissement à partir d'un établissement situé à l'extérieur du Canada aurait à s'inscrire dans la province ou le territoire concernés si des porteurs du fonds dont il assure la gestion résident dans ce territoire et que le gestionnaire ou le fonds qu'il gère a démarché des résidents du territoire pour qu'ils acquièrent des titres du fonds;

2) un gestionnaire de fonds d'investissement canadien exerçant des activités de gestion de fonds d'investissement aurait également à s'inscrire dans une province ou un territoire, outre celle ou celui où son siège est situé, si des porteurs du fonds dont il assure la gestion résident dans ce territoire et que le gestionnaire ou le fonds qu'il gère a activement démarché des résidents du territoire pour qu'ils acquièrent des titres du fonds.

### ***Démarchage actif***

Dans le projet de modification de l'instruction générale, nous donnons des indications sur ce qui suit :

- notre interprétation de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement;
- ce que nous entendons par « activement démarché ».

### ***Propositions de dispenses***

Nous proposons les dispenses suivantes de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents :

1. Article 8.29.1. – *Gestionnaire de fonds d'investissement international* – Un gestionnaire de fonds d'investissement international n'aurait pas à s'inscrire si le fonds qu'il gère ne place ses titres qu'auprès de clients autorisés, sous réserve du respect de certaines autres conditions.

Nous proposons des seuils pour cette dispense afin que le gestionnaire de fonds d'investissement international qui a une présence notable sur le marché canadien ne puisse s'en prévaloir. Les seuils proposés sont les suivants :

- pour un fonds d'investissement pour lequel il agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, la juste valeur de la totalité des actifs attribuables aux porteurs de titres canadiens ne devrait pas être supérieure à 10 % de la juste valeur de la totalité des actifs du fonds;

- le total des actifs de tous les fonds gérés par le gestionnaire de fonds d'investissement attribuables aux porteurs de titres canadiens devrait être inférieur à 50 millions de dollars.

Nous invitons les intéressés à formuler des commentaires particulièrement sur la pertinence des seuils et sur les calculs nécessaires pour les appliquer.

2. Article 8.29.2 – *Gestionnaire de fonds d'investissement non résident* – Il s'agit d'une dispense qui maintient le statu quo pour les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents lorsque ni le gestionnaire ni le fonds n'ont, après le 28 septembre 2011, activement démarché de résidents du territoire intéressé pour qu'ils acquièrent des titres.

***Avis aux clients par les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents***

Nous proposons également à l'article 14.5.1 du règlement une nouvelle obligation de donner avis. Cet article obligerait tous les gestionnaires de fonds d'investissement internationaux et canadiens à fournir aux investisseurs un avis les informant que le gestionnaire est non-résident, et qu'ils courent le risque de ne pas pouvoir faire respecter leurs droits dans le territoire intéressé

Nous proposons également une période de transition pour se conformer à cette obligation.

Nous invitons les gestionnaires de fonds d'investissement internationaux et canadiens à formuler des commentaires particulièrement sur le respect de l'obligation proposée.

***Régime de passeport***

La plupart des gestionnaires de fonds d'investissement peuvent s'inscrire dans plusieurs territoires sous le régime de passeport en déposant une seule demande auprès de leur autorité principale. Pour plus de renseignements sur la façon dont une société ou une personne physique peut s'inscrire dans plusieurs territoires, il y a lieu de consulter l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires*. Nous faisons remarquer toutefois que l'avis de recours à la dispense proposée à l'article 8.29.1 doit être donné à chaque autorité.

**2. Documents non publiés**

Pour rédiger les projets de modification, nous n'avons utilisé aucune étude ni aucun document ou rapport important non publié.

### 3. Coûts et avantages prévus

Les projets de modification rendront le règlement, l'instruction générale et les obligations qui s'y rattachent plus conformes à leurs objectifs, ce qui bénéficiera aux personnes inscrites et aux investisseurs auxquels ils prêtent leurs services.

### 4. Consultation

Nous souhaitons connaître votre avis sur le règlement et l'instruction générale. Pour atteindre nos objectifs réglementaires tout en équilibrant les intérêts des investisseurs et des personnes inscrites, il nous paraît essentiel de maintenir un dialogue ouvert avec tous les intéressés.

Les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers à l'adresse [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario à l'adresse [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca).

**Tous les commentaires seront rendus publics.**

**Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Il est donc possible que certains renseignements personnels des intervenants, tels que leur adresse résidentielle, professionnelle ou électronique, figurent sur les sites Web. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.**

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.

#### Fin de la consultation

Les commentaires doivent être transmis par écrit au plus tard le **13 janvier 2011**.

Veillez transmettre votre mémoire de façon électronique en format Word pour Windows.

#### Transmission des commentaires

Veillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM énumérés ci-dessous :

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Saskatchewan Financial Services Commission  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Autorité des marchés financiers  
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
 Registrar of Securities, Île-du-Prince-Édouard  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador  
 Registraire des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
 Surintendant des valeurs mobilières, Yukon  
 Registraire des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez envoyer vos commentaires aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514-864-6381  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

John Stevenson, Secretary  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Télécopieur : 416-593-2318  
Courriel : [jstevenson@osc.gov.on.ca](mailto:jstevenson@osc.gov.on.ca)

### Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean  
Conseillère en réglementation  
Surintendance de l'assistance à la clientèle, de l'indemnisation et de la distribution  
Autorité des marchés financiers  
Tél. : 514-395-0337, poste 4786  
Sans frais : 1-877-525-0337  
[sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

Noreen Bent  
Manager, Legal Services  
Corporate Finance Division  
British Columbia Securities Commission  
Tél. : 604-899-6741  
[nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

Lindy Bremner  
Senior Legal Counsel  
Capital Markets Regulation  
British Columbia Securities Commission  
Tél. : 604-899-6678  
1-800-373-6393  
[lbremner@bcsc.bc.ca](mailto:lbremner@bcsc.bc.ca)

Lorenz Berner  
Manager, Legal, Market Regulation  
Alberta Securities Commission  
Tél. : 403-355-3889  
[Lorenz.Berner@asc.ca](mailto:Lorenz.Berner@asc.ca)

Dean Murrison  
Deputy Director, Legal/Registration  
Saskatchewan Financial Services Commission  
Tél. : 306-787-5879  
[dean.murrison@gov.sk.ca](mailto:dean.murrison@gov.sk.ca)

Chris Besko  
Legal Counsel, Deputy Director  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
Tél. : 204-945-2561  
Sans frais (au Manitoba) 1-800-655-5244  
[chris.besko@gov.mb.ca](mailto:chris.besko@gov.mb.ca)

Robert Kohl  
Senior Legal Counsel  
Compliance and Registrant Regulation  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Tél. : 416-593-8233  
[rkohl@osc.gov.on.ca](mailto:rkohl@osc.gov.on.ca)

Carlin Fung  
Senior Accountant  
Compliance and Registrant Regulation  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Tél. : 416-593-8226  
[cfung@osc.gov.on.ca](mailto:cfung@osc.gov.on.ca)

Brian W. Murphy  
Deputy Director, Capital Markets  
Nova Scotia Securities Commission  
Tél. : 902-424-4592  
[murphybw@gov.ns.ca](mailto:murphybw@gov.ns.ca)

Susan Powell  
Conseillère juridique principale  
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
Tél. : 506-643-7697  
[Susan.powell@nbsc-cvmnb.ca](mailto:Susan.powell@nbsc-cvmnb.ca)

Katharine Tummon  
Superintendent of Securities  
Prince Edward Island Securities Office  
Tél. : 902-368-4542  
[kptummon@gov.pe.ca](mailto:kptummon@gov.pe.ca)

Craig Whalen  
Manager of Licensing, Registration and Compliance  
Office of the Superintendent of Securities  
Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador  
Tél. : 709-729-5661  
[cwhalen@gov.nl.ca](mailto:cwhalen@gov.nl.ca)

Louis Arki, Directeur du bureau d'enregistrement  
Ministère de la Justice, Gouvernement du Nunavut  
Tél. : 867-975-6587  
[larki@gov.nu.ca](mailto:larki@gov.nu.ca)

Donn MacDougall  
Deputy Superintendent, Legal & Enforcement  
Office of the Superintendent of Securities  
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest  
PO Box 1320  
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
Tél. : 867-920-8984  
[donald\\_macdougall@gov.nt.ca](mailto:donald_macdougall@gov.nt.ca)



Frederik J. Pretorius  
Manager Corporate Affairs (C-6)  
Ministère des Services aux collectivités  
Gouvernement du Yukon  
Tél. : 867-667-5225  
[Fred.Pretorius@gov.yk.ca](mailto:Fred.Pretorius@gov.yk.ca)

## **5. Renseignements**

Nous publions les projets de modification avec le présent avis. Les projets de modification sont également affichés sur les sites Web de divers membres des ACVM, dont les suivants :

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)  
[www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)  
[www.bsc.bc.ca](http://www.bsc.bc.ca)  
[www.msc.gov.mb.ca](http://www.msc.gov.mb.ca)  
[www.gov.ns.ca/nssc](http://www.gov.ns.ca/nssc)  
[www.sfsc.gov.sk.ca](http://www.sfsc.gov.sk.ca)  
[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 26° et 34°)

1. Le paragraphe 2 de l'article 1.3 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription est remplacé par le suivant :

« 2) Tout avis à remettre à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable conformément au présent règlement peut être remis à l'autorité principale de la personne, sauf en vertu des articles suivants:

- a) l'article 8.18;
- b) l'article 8.26;
- c) l'article 8.29.1;
- d) l'article 11.9;
- e) l'article 11.10. ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 8.29, des suivants :

### « 8.29.1. Gestionnaire de fonds d'investissement international

1) Dans le présent article, l'expression « client autorisé » s'entend au sens de l'article 1.1, sauf les paragraphes *m* et *n*, ainsi que d'un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu qui, à l'égard des titres faisant l'objet de l'opération visée, obtient des conseils d'un conseiller en matière d'admissibilité, au sens de l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription, ou d'un conseiller inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de cet organisme.

2) Sous réserve des paragraphes 3 et 4, l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement ne s'applique pas à la personne agissant à ce titre pour un fonds d'investissement dont la totalité des titres placés au Canada l'ont été sous le régime d'une dispense de prospectus auprès d'une personne qui était un client autorisé.

3) La dispense prévue au paragraphe 2 n'est ouverte que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le gestionnaire de fonds d'investissement ne possède pas d'établissement au Canada;
- b) le fonds d'investissement est constitué en vertu des lois d'un territoire étranger;
- c) le fonds d'investissement n'est émetteur assujetti dans aucun territoire du Canada;
- d) le gestionnaire de fonds d'investissement transmet à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A2, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification.

4) Le gestionnaire de fonds d'investissement ne peut se prévaloir de la dispense prévue au paragraphe 2 si, à la fin de son dernier exercice, l'un des cas suivants s'applique :

*a)* pour un fonds d'investissement pour lequel il agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, la juste valeur des actifs du fonds attribuable aux titres qui sont la propriété véritable de résidents du Canada est supérieure à 10 % de la juste valeur de la totalité des actifs;

*b)* pour tous les fonds d'investissement pour lesquels il agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, la juste valeur des actifs des fonds attribuable aux titres qui sont la propriété véritable de résidents du Canada est supérieure à 50 millions de dollars.

5) Avant de se prévaloir de la dispense prévue au paragraphe 2, le gestionnaire de fonds d'investissement avise par écrit le client autorisé de ce qui suit :

*a)* le fait qu'il n'est pas inscrit dans le territoire intéressé pour agir à ce titre;

*b)* le territoire étranger où est situé son siège ou son établissement principal;

*c)* le fait que la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs peuvent être situés à l'extérieur du Canada;

*d)* le fait que le client peut éprouver des difficultés à faire valoir ses droits contre lui en raison de ce qui précède;

*e)* le nom et l'adresse du mandataire aux fins de signification qu'il a désigné dans le territoire intéressé.

6) La personne qui se prévaut de la dispense prévue au paragraphe 2 en avise l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année.

#### « 8.29.2. Gestionnaire de fonds d'investissement non résident

L'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement ne s'applique pas à une personne qui agit comme gestionnaire de fonds d'investissement pour un fonds d'investissement lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

*a)* elle n'exerce pas ses activités à partir d'un établissement situé dans le territoire intéressé;

*b)* elle n'est pas constituée en vertu des lois du territoire intéressé;

*c)* le fonds d'investissement n'est pas constitué en vertu des lois du territoire intéressé;

*d)* le fonds d'investissement n'est pas un émetteur assujetti;

*e)* à l'exception du démarchage visant la réalisation d'une opération visée prévue à l'article 8.17, ni le gestionnaire de fonds d'investissement ni le fonds d'investissement n'ont, après le 28 septembre 2011, activement démarché des résidents du territoire intéressé pour qu'ils acquièrent des titres du fonds. ».

3. L'article 14.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

#### « 14.1. Dispense de la présente partie pour les gestionnaires de fonds d'investissement

La présente partie ne s'applique pas au gestionnaire de fonds d'investissement relativement aux activités qu'il exerce à ce titre, exception faite des dispositions suivantes :

- a) l'article 14.5.1;
- b) l'article 14.6;
- c) le paragraphe 5 de l'article 14.12;
- d) l'article 14.14. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 14.5, du suivant :

**« 14.5.1. Avis aux investisseurs par les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents**

1) Le gestionnaire de fonds d'investissement inscrit dont le siège n'est pas situé dans le territoire intéressé fournit ou fait fournir un avis écrit indiquant les éléments suivants aux porteurs dont l'adresse figurant dans les registres de chaque fonds d'investissement pour lequel il agit à ce titre est située dans le territoire intéressé :

- a) le fait qu'il est non-résident;
- b) son territoire de résidence;
- c) le nom et l'adresse de son mandataire aux fins de signification dans le territoire intéressé;
- d) la nature des risques que courent les porteurs de ne pas pouvoir faire respecter leurs droits dans le territoire intéressé.

2) Le présent article ne s'applique pas au gestionnaire de fonds d'investissement dont le siège est situé au Canada et qui possède un établissement dans le territoire intéressé. ».

5. L'Annexe 31-103A2 de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement, dans l'intitulé, de « **(articles 8.18 et 8.26)** » par « **(articles 8.18, 8.26 et 8.29.1)** »;

2° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

« 4. Disposition du Règlement 31-103 invoquée par la société internationale :

- Article 8.18
- Article 8.26
- Article 8.29.1
- Autre »;

3° par le remplacement du paragraphe 9 par le suivant :

« 9. Pendant une période de six ans après qu'elle aura cessé de se prévaloir de l'article 8.18, de l'article 8.26 ou de l'article 8.29.1, la société internationale devra présenter les documents suivants à l'autorité en valeurs mobilières:

a) un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification, en la forme prévue aux présentes, au plus tard le trentième jour avant l'expiration du présent acte;

b) une version modifiée du présent acte au plus tard le trentième jour avant tout changement dans le nom ou l'adresse du mandataire aux fins de signification indiquée ci-dessus. ».

**6.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*), à l'exception de l'article 4, qui entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de l'article*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION**

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* est modifié par l'insertion, dans le premier paragraphe sous l'intitulé « **Transmission des avis et de l'information** » et après le deuxième point de l'énumération, de ce qui suit :

« - l'article 8.29.1 [*Gestionnaire de fonds d'investissement international*] ».

2. L'article 1.2 de cette instruction générale est modifié :

1° par l'insertion, dans le deuxième paragraphe sous l'intitulé « **Client autorisé** » et après le deuxième point de l'énumération, de ce qui suit :

« - l'article 8.29.1 [*Gestionnaire de fonds d'investissement international*] »;

2° par le remplacement du paragraphe sous l'intitulé « **Dispenses d'inscription pour opérations réalisées avec certains clients autorisés** » par le suivant :

« Le règlement dispense les courtiers internationaux, les conseillers internationaux et les gestionnaires de fonds d'investissement internationaux de l'obligation de s'inscrire lorsqu'ils traitent avec certains clients autorisés et remplissent certaines autres conditions. ».

3. L'article 1.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de l'intitulé « **Inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement** » et du paragraphe sous cet intitulé par ce qui suit :

**« Inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement »**

La personne qui dirige ou gère l'entreprise, les activités et les affaires d'un fonds d'investissement est un gestionnaire de fonds d'investissement. Une société est tenue de s'inscrire dans chaque territoire où elle agit à ce titre, mais pas selon les facteurs de détermination de l'exercice de l'activité.

Celui qui dirige ou gère l'entreprise, les activités et les affaires d'un fonds d'investissement à partir d'un établissement situé dans un territoire a l'obligation de s'inscrire dans ce territoire. Le gestionnaire de fonds d'investissement qui ne possède pas d'établissement dans un territoire doit également s'y inscrire dans les cas suivants :

- des porteurs du fonds d'investissement résident dans ce territoire;
- après l'entrée en vigueur de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement (le 28 septembre 2009), le gestionnaire de fonds d'investissement ou le fonds d'investissement ont activement démarché des résidents du territoire en question pour qu'ils acquièrent des titres du fonds.

Ainsi, le gestionnaire de fonds d'investissement international qui exerce des activités de gestion de fonds d'investissement à partir d'un établissement situé à l'extérieur du Canada est tenu de s'inscrire dans chaque territoire où des porteurs ont été activement démarchés. En outre, le gestionnaire de fonds d'investissement canadien qui exerce des activités de gestion de fonds d'investissement à partir d'un établissement situé dans un territoire doit s'y inscrire. Il doit également s'inscrire dans chaque territoire où des porteurs ont été activement démarchés.

Les gestionnaires de fonds d'investissement qui ne possèdent pas d'établissement dans un territoire, qui n'ont pas fait de démarchage actif dans ce territoire après le 28 septembre 2011 et qui remplissent certaines autres conditions ne sont pas tenus de

s'inscrire. L'article 8.29.2 de la présente instruction générale contient des indications sur la dispense pour les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents.

#### *Démarchage actif*

Le démarchage actif consiste en des mesures intentionnelles prises par le fonds d'investissement ou le gestionnaire de fonds d'investissement pour inciter à l'acquisition de titres du fonds.

Le démarchage actif comprend ce qui suit :

1. la communication directe avec les résidents du territoire en vue de les inciter à acquérir des titres du fonds;
2. la publicité dans des publications ou d'autres médias canadiens (y compris Internet), si la publicité vise à inciter les résidents du territoire à acquérir des titres du fonds (soit directement auprès du fonds, soit sur le marché secondaire ou de la revente);
3. les recommandations d'acquisition de titres faites par un tiers à des résidents du territoire, si celui-ci a le droit de recevoir une rémunération du fonds d'investissement ou de son gestionnaire pour ces recommandations ou les acquisitions qui en découlent par des résidents du territoire.

Le démarchage actif ne comprend pas la publicité dans des publications ou d'autres médias internationaux (y compris Internet), notamment la publicité visant à promouvoir l'image ou la perception générale d'un fonds, sauf si elle vise précisément à inciter les résidents du territoire concerné à investir dans le fonds. ».

4. Le premier paragraphe de l'article 7.3 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

« Le gestionnaire de fonds d'investissement dirige l'entreprise, les activités et les affaires d'un fonds d'investissement. ».

5. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 8.28, du suivant :

#### **« 8.29.1. Gestionnaire de fonds d'investissement international**

Le gestionnaire de fonds d'investissement qui ne possède pas d'établissement au Canada est dispensé de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement si le fonds d'investissement place ses titres uniquement au Canada auprès de clients autorisés et que certaines autres conditions prévues à l'article 8.29.1 sont remplies, notamment les limites quant à la juste valeur des actifs gérés du fonds qui sont attribuables à des investisseurs canadiens.

Le gestionnaire de fonds d'investissement qui se prévaut de la dispense dans plus d'un territoire doit fournir un avis initial en déposant le formulaire prévu à l'*Annexe 31-103A2, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification*, auprès de l'autorité de chacun des territoires dans lesquels il se prévaut de la dispense. En cas de changement dans l'information donnée dans le formulaire, le gestionnaire doit la mettre à jour en déposant un nouveau formulaire auprès des autorités concernées.

Le gestionnaire de fonds d'investissement doit déposer tous les ans un avis auprès de chaque autorité tant qu'il continue de se prévaloir de la dispense. Le paragraphe 6 de l'article 8.29.1 ne prévoit pas la forme que doit prendre l'avis transmis annuellement, de sorte qu'un courriel ou une lettre est acceptable.

**« 8.29.2 Gestionnaire de fonds d'investissement non résident**

Le gestionnaire de fonds d'investissement qui ne possède pas d'établissement dans un territoire mais qui gère un fonds d'investissement comptant des porteurs dans ce territoire n'est pas tenu de s'y inscrire si ni lui ni le fonds d'investissement n'y ont activement démarché des résidents après le 28 septembre 2011 (sauf à l'égard d'un plan de réinvestissement), et que le gestionnaire remplit certaines autres conditions. L'article 1.3 de la présente instruction générale contient des indications sur l'expression « activement démarché ».



## Avis 31-320 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières

### Question supplémentaire soumise à la consultation par l'Autorité des marchés financiers et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario concernant les propositions de dispenses de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour les gestionnaires de fonds d'investissement internationaux et certains gestionnaires de fonds d'investissement canadiens

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publient aujourd'hui un avis de consultation (l'« avis des ACVM ») sur des projets de modification du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « règlement ») et de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (l'« instruction générale ») relativement à l'inscription des gestionnaires de fonds d'investissements internationaux et de certains gestionnaires de fonds d'investissement canadiens. L'avis des ACVM est publié avec le présent avis.

Les projets de modification comprennent deux nouvelles dispenses de l'obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents qui sont décrites dans l'avis des ACVM comme suit :

1. **Article 8.29.1 – Gestionnaire de fonds d'investissement international** – Un gestionnaire de fonds d'investissement international n'aurait pas à s'inscrire si le fonds qu'il gère ne place ses titres qu'auprès de clients autorisés, sous réserve du respect de certaines autres conditions.

Nous proposons des seuils pour cette dispense afin que le gestionnaire de fonds d'investissement international qui a une présence notable sur le marché canadien ne puisse s'en prévaloir. Les seuils proposés sont les suivants :

- pour un fonds d'investissement pour lequel il agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, la juste valeur de la totalité des actifs attribuables aux porteurs de titres canadiens ne devrait pas être supérieure à 10 % de la juste valeur de la totalité des actifs du fonds;
- le total des actifs de tous les fonds gérés par le gestionnaire de fonds d'investissement attribuables aux porteurs de titres canadiens devrait être inférieur à 50 millions de dollars.

Nous invitons les intéressés à formuler des commentaires particulièrement sur la pertinence des seuils et sur les calculs nécessaires pour les appliquer.

2. **Article 8.29.2 – Gestionnaire de fonds d'investissement non résident** – Il s'agit d'une dispense qui maintient le statu quo pour les gestionnaires de fonds d'investissement non résidents lorsque ni le gestionnaire ni le fonds n'ont, après le 28 septembre 2011, activement démarché de résidents du territoire intéressé pour qu'ils acquièrent des titres.

#### Consultation

Le projet d'article 8.29.2 ne comprend pas les seuils proposés à l'article 8.29.1, ce qui signifie que le gestionnaire de fonds d'investissement international ou canadien visé à l'article 8.29.2 n'aurait pas à s'inscrire à titre de gestionnaire de fonds d'investissement dans une province ou un territoire à la condition qu'il n'y démarque pas activement de résidents après le 28 septembre 2011 et ce, peu importe la taille de son fonds d'investissement.

L'Autorité des marchés financiers et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario invitent les intéressés à formuler des commentaires particulièrement sur la pertinence d'appliquer à la dispense proposée à l'article 8.29.2 [*Gestionnaire de fonds*

*d'investissement non résident*] les mêmes seuils que ceux prévus à l'article 8.29.1 [*Gestionnaire de fonds d'investissement international*], lesquels sont décrits ci-dessus, plus particulièrement au paragraphe 4 de l'article 8.29.1.

Les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers à l'adresse [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario à l'adresse [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca).

**Tous les commentaires seront rendus publics.**

**Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Il est donc possible que certains renseignements personnels des intervenants, tels que leur adresse résidentielle, professionnelle ou électronique, figurent sur les sites Web. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.**

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.

#### **Fin de la consultation**

Les commentaires doivent être transmis par écrit au plus tard le **13 janvier 2011**.

Veillez transmettre votre mémoire de façon électronique en format Word pour Windows.

#### **Transmission des commentaires**

Veillez envoyer vos commentaires aux adresses suivantes:

M<sup>c</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514-864-6381  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

John Stevenson, Secretary  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Télécopieur : 416-593-2318  
Courriel : [jstevenson@osc.gov.on.ca](mailto:jstevenson@osc.gov.on.ca)

#### **Questions**

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean  
Conseillère en réglementation  
Surintendance de l'assistance à la clientèle, de l'indemnisation et de la distribution  
Autorité des marchés financiers  
Tél. : 514-395-0337, poste 4786  
Sans frais : 1-877-525-0337  
[sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

Robert Kohl  
Senior Legal Counsel  
Compliance and Registrant Regulation  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Tél. : 416-593-8233  
[rkohl@osc.gov.on.ca](mailto:rkohl@osc.gov.on.ca)

Carlin Fung  
Senior Accountant  
Compliance and Registrant Regulation  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Tél. : 416-593-8226  
[cfung@osc.gov.on.ca](mailto:cfung@osc.gov.on.ca)

Le 15 octobre 2010

## Draft Regulation

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (3), (4.1), (8), (11), (26) and (34), and s. 331.2)

## Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions.*

Draft amendments to the *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* are also published hereunder.

## Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before **January 13, 2011**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: (514) 864-6381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

## Further information

Further information is available from:

Sophie Jean  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4786  
Toll-free : 1 877 525-0337  
[sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

**October 15, 2010**

## Notice of and request for comment

### **Draft Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions and draft amendments to Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions**

#### **Registration of International and Certain Domestic Investment Fund Managers**

**October 15, 2010**

#### **Introduction**

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) are seeking comments on proposed amendments to *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (the Regulation) and *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (the Policy Statement) related to the registration of international and certain domestic investment fund managers.

In this notice, we refer to the following types of investment fund managers as non-resident investment fund managers:

- (1) international investment fund managers who carry out investment fund management activities from a location outside of Canada.
- (2) domestic investment fund managers with a head office in one province who carry out investment fund management activities in other provinces or territories.

On September 28, 2009, the Regulation came into effect, providing a new registration regime in Canada, including a new registration category for investment fund managers. The Regulation provides temporary exemptions for certain investment fund managers. Specifically, sections 16.5 and 16.6 of the Regulation currently provide temporary exemptions for non-resident investment fund managers, so that registration is not required in any province or territory until September 28, 2011.

We indicated in the Notice dated July 17, 2009 (the 2009 Notice) that accompanied the Regulation that we would publish a proposal for comment in 2010 to explain the circumstances where an international investment fund manager will need to register, and in what additional provinces and territories a domestic investment fund manager with a head office in Canada will need to register.

We are publishing for comment new exemptions in the Regulation and additional guidance in the Policy Statement in these areas. The comment period will end on **January 13, 2011**.

The temporary relief provided in sections 16.5 and 16.6 of the Regulation will expire on September 28, 2011. In the event the proposed amendments are approved and implemented, we expect the implementation date of the proposed new exemptions to be very close to the expiry date of the existing temporary exemptions. We strongly encourage non-resident investment fund managers to assess their circumstances in advance to determine whether they will need to be registered in any province or territory by September 28, 2011.

#### **1. Summary and purpose of the proposed amendments to the Regulation and the Policy**

##### ***Scope of the investment fund manager category***

The investment fund manager category is intended to ensure that investment fund managers have sufficient proficiency, integrity and solvency (including prescribed capital), to adequately carry out their functions. We identified the following risks in the

CSA notice dated February 20, 2007 as being particular to the management of an investment fund:

- incorrect or untimely calculation of net asset value
- incorrect or untimely preparation of financial statements and reports
- incorrect or untimely provision of transfer agency or record-keeping services
- conflicts of interest between the fund manager and its investors.

These risks concern investors in any investment fund regardless of where the investment fund manager is located. We think, however, that there will be circumstances where the investment fund manager registration requirement may be unduly burdensome to an investment fund manager who carries out activities outside of a particular province or territory, particularly where the investment fund has security holders in a province or territory due to circumstances beyond its control, for example when a security holder moves from one province to another.

#### ***Registration of non-resident investment fund manager***

A non-resident investment fund manager would need to be registered in a province or territory in the following circumstances:

(1) an international investment fund manager who carries out investment fund management activities from a location outside of Canada would need to register in the relevant province or territory, if the international fund it manages has security holders that are local residents and the international investment fund manager or the fund they manage, has actively solicited local residents to purchase securities of the fund.

(2) a domestic investment fund manager who carries out investment fund management activities would also need to register in another province or territory in addition to the province or territory where its head office is located, if the domestic fund has security holders that are local residents and the domestic investment fund manager, or the fund it manages, has actively solicited local residents to purchase securities of the funds.

#### ***Active solicitation***

In the proposed amendments to the Policy Statement, we provide guidance about

- our interpretation of the investment fund manager registration requirement, and
- what we mean by the term “actively solicited”.

#### ***Proposed exemptions***

We are proposing the following exemptions from the investment fund manager registration requirement for non-resident investment fund managers:

1. Section 8.29.1 – *International investment fund manager* An international investment fund manager would not need to be registered if the investment fund it manages is only distributed to permitted clients, provided certain other conditions are met.

We are proposing thresholds for this exemption so that an international investment fund manager that has a significant presence in the Canadian market would not be able to rely on this exemption. The proposed thresholds are

- the fair value of all of the assets attributable to Canadian security holders of any investment fund for which it acts as investment fund manager should not be more than 10% of the fair value of all the assets of such fund
- the total assets of all funds managed by the investment fund manager that are attributable to Canadian security holders should be less than \$50 million.

We specifically invite comments on the calculations required to monitor these thresholds and whether the thresholds proposed are appropriate.

2. Section 8.29.2 - *Non-resident investment fund manager* – This is a grandfathering exemption for non-resident investment fund managers where neither the investment fund manager nor the investment fund has actively solicited local residents after September 28, 2011.

#### ***Notice to clients by non-resident investment fund manager***

We are also proposing a new notice requirement in section 14.5.1 of the Regulation. This section would require all international and domestic investment fund managers to provide a notice to investors informing them of its non-resident status, as well as the risk that investors may not be able to enforce legal rights in the province or territory.

We are also proposing a transition period for this notice requirement.

We specifically invite comments from international and domestic investment fund managers on complying with this proposed requirement.

#### ***Passport system***

Most investment fund managers can rely on the passport system to register in multiple jurisdictions with a single filing with the principal regulator. For more details on how a firm or individuals can register in multiple jurisdictions, please refer to *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions*. We note however, that notification of reliance on the proposed exemption in section 8.29.1 is to be given to each regulator.

#### **2. Unpublished materials**

In developing the proposed amendments, we have not relied on any significant unpublished study, report or other written materials.

#### **3. Anticipated costs and benefits**

The proposed amendments will make the Regulation and the Policy Statement and the ongoing requirements more targeted, to the benefit of registrants and the investors they serve.

#### **4. Request for comments**

We would like your input on the Regulation and the Policy Statement. We need to continue our open dialogue with all stakeholders if we are to achieve our regulatory objectives while balancing the interests of investors and registrants.

All comments will be posted on the Autorité des marchés financiers website at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) and on the Ontario Securities Commission website at [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca).

**All comments will be made publicly available.**

**Please note that we cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period. In this context, you should be aware that some information which is personal to you, such as your e-mail and residential or business address, may appear in the websites. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.**

Thank you in advance for your comments.

#### **Deadline for comments**

Your comments must be submitted in writing by **January 13, 2011**.

Please send your comments electronically in Word, Windows format.

#### **Where to send your comments**

Please address your comments to all CSA members, as follows:

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Saskatchewan Financial Services Commission  
 Manitoba Securities Commission  
 Ontario Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 New Brunswick Securities Commission  
 Registrar of Securities, Prince Edward Island  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador  
 Registrar of Securities, Northwest Territories  
 Superintendent of Securities, Yukon Territory  
 Registrar of Securities, Nunavut

Please send your comments **only** to the addresses below. Your comments will be forwarded to the remaining CSA member jurisdictions.

M<sup>c</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Corporate Secretary  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Fax : 514-864-6381  
[E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

John Stevenson, Secretary  
 Ontario Securities Commission  
 20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
 Toronto, ON M5H 3S8  
 Fax: 416-593-2318  
[E-mail: jstevenson@osc.gov.on.ca](mailto:jstevenson@osc.gov.on.ca)

#### **Questions**

Please refer your questions to any of:



Sophie Jean  
Conseillère en réglementation  
Surintendance de l'assistance à la clientèle, de l'indemnisation et de la distribution  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514-395-0337, ext. 4786  
Toll-free: 1-877-525-0337  
[sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

Noreen Bent  
Manager, Legal Services  
Corporate Finance Division  
British Columbia Securities Commission  
Tel: 604-899-6741  
[nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

Lindy Bremner  
Senior Legal Counsel  
Capital Markets Regulation  
British Columbia Securities Commission  
Tel: 604-899-6678  
1-800-373-6393  
[lbremner@bcsc.bc.ca](mailto:lbremner@bcsc.bc.ca)

Lorenz Berner  
Manager, Legal, Market Regulation  
Alberta Securities Commission  
Tel: 403-355-3889  
[Lorenz.Berner@asc.ca](mailto:Lorenz.Berner@asc.ca)

Dean Murrison  
Deputy Director, Legal/Registration  
Saskatchewan Financial Services Commission  
Tel: 306-787-5879  
[dean.murrison@gov.sk.ca](mailto:dean.murrison@gov.sk.ca)

Chris Besko  
Legal Counsel, Deputy Director  
The Manitoba Securities Commission  
Tel: 204-945-2561  
Toll Free (Manitoba only) 1-800-655-5244  
[chris.besko@gov.mb.ca](mailto:chris.besko@gov.mb.ca)

Robert Kohl  
Senior Legal Counsel  
Compliance and Registrant Regulation  
Ontario Securities Commission  
Tel: 416-593-8233  
[rkohl@osc.gov.on.ca](mailto:rkohl@osc.gov.on.ca)

Carlin Fung  
Senior Accountant  
Compliance and Registrant Regulation  
Ontario Securities Commission  
Tel: 416-593-8226  
[cfung@osc.gov.on.ca](mailto:cfung@osc.gov.on.ca)

Brian W. Murphy  
Deputy Director, Capital Markets  
Nova Scotia Securities Commission  
Tel: 902-424-4592  
[murphybw@gov.ns.ca](mailto:murphybw@gov.ns.ca)

Susan Powell  
Senior Legal Counsel  
New Brunswick Securities Commission  
Tel: 506-643-7697  
[Susan.powell@nbsc-cvmnb.ca](mailto:Susan.powell@nbsc-cvmnb.ca)

Katharine Tummon  
Superintendent of Securities  
Prince Edward Island Securities Office  
Tel: 902-368-4542  
[kptummon@gov.pe.ca](mailto:kptummon@gov.pe.ca)

Craig Whalen  
Manager of Licensing, Registration and Compliance  
Office of the Superintendent of Securities  
Government of Newfoundland and Labrador  
Tel: 709-729-5661  
[cwhalen@gov.nl.ca](mailto:cwhalen@gov.nl.ca)

Louis Arki, Director, Legal Registries  
Department of Justice, Government of Nunavut  
Tel: 867-975-6587  
[larki@gov.nu.ca](mailto:larki@gov.nu.ca)

Donn MacDougall  
Deputy Superintendent, Legal & Enforcement  
Office of the Superintendent of Securities  
Government of the Northwest Territories  
PO Box 1320  
Yellowknife, NT X1A 2L9  
Tel: 867-920-8984  
[donald\\_macdougall@gov.nt.ca](mailto:donald_macdougall@gov.nt.ca)

Frederik J. Pretorius  
Manager Corporate Affairs (C-6)  
Dept of Community Services  
Government of Yukon  
Tel: 867-667-5225  
[Fred.Pretorius@gov.yk.ca](mailto:Fred.Pretorius@gov.yk.ca)

## 5. Where to find more information

We are publishing the proposed amendments with this Notice. The proposed amendments are also available on websites of CSA members, including:

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)  
[www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)  
[www.bsc.bc.ca](http://www.bsc.bc.ca)  
[www.msc.gov.mb.ca](http://www.msc.gov.mb.ca)  
[www.gov.ns.ca/nssc](http://www.gov.ns.ca/nssc)  
[www.sfsc.gov.sk.ca](http://www.sfsc.gov.sk.ca)  
[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)

## **REGULATION TO AMEND REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS AND EXEMPTIONS**

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (4.1), (8), (11), (26) and (34))

**1.** Paragraph (2) of section 1.3 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions is replaced with the following:

“(2) Except under the following sections, if a person is required to give notice to the regulator or the securities regulatory authority under this Regulation, the person may give the notice by giving it to the person’s principal regulator:

- (a) section 8.18;
- (b) section 8.26;
- (c) section 8.29.1;
- (d) section 11.9;
- (e) section 11.10.”.

**2.** The Regulation is amended by inserting the following after section 8.29:

### **“8.29.1. International investment fund manager**

(1) In this section, “permitted client” has the meaning given to that term in section 1.1 except that it excludes paragraph (m) and (n) and includes a registered charity under the Income Tax Act that obtains advice on the securities to be traded from an eligibility adviser, as defined in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, or an adviser registered under the securities legislation of the jurisdiction of the registered charity.

(2) Subject to subsections (3) and (4), the investment fund manager registration requirement does not apply to a person in respect of its acting as investment fund manager for an investment fund if all securities of the investment fund distributed in Canada were distributed under an exemption from the prospectus requirement to a person that was a permitted client.

(3) The exemption in subsection (2) is not available unless all of the following apply:

- (a) the investment fund manager does not have a physical place of business in Canada;
- (b) the investment fund is incorporated, formed or created under the laws of a foreign jurisdiction;
- (c) the investment fund is not a reporting issuer in any jurisdiction of Canada;
- (d) the investment fund manager has submitted to the securities regulatory authority a completed Form 31-103F2 Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service.

(4) The exemption in subsection (2) is not available to an investment fund manager if, as at the end of its most recently completed financial year end, any of the following apply:

(a) for any investment fund for which it acts as an investment fund manager, the fair value of the assets of the fund attributable to securities beneficially owned by residents of Canada is more than 10% of the fair value of all of the assets,

(b) for all investment funds for which it acts as an investment fund manager, the fair value of the assets of the funds attributable to securities beneficially owned by residents of Canada is more than \$50 million.

(5) If an investment fund manager relies upon the exemption in subsection (2), it must have previously notified the permitted client in writing of all of the following:

(a) the investment fund manager is not registered in the local jurisdiction to act as an investment fund manager;

(b) the foreign jurisdiction in which the head office or principal place of business of the investment fund manager is located;

(c) all or substantially all of the assets of the investment fund manager may be situated outside of Canada;

(d) there may be difficulty enforcing legal rights against the investment fund manager because of the above;

(e) the name and address of the agent for service of process of the investment fund manager in the local jurisdiction.

(6) A person that relied on the exemption in subsection (2) must notify the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority by December 1 of each year.

#### **“8.29.2. Non-resident investment fund manager**

The investment fund manager registration requirement does not apply to a person in respect of its acting as an investment fund manager of an investment fund if all of the following apply

(a) the activities of the investment fund manager are not conducted from a physical place of business in the local jurisdiction;

(b) the investment fund manager is not incorporated, formed or created under the laws of the local jurisdiction;

(c) the investment fund is not incorporated, formed or created under the laws of the local jurisdiction;

(d) the investment fund is not a reporting issuer; and

(e) except for a solicitation for a trade referred to in section 8.17, neither the investment fund manager nor the investment fund has, after September 28, 2011, actively solicited residents of the local jurisdiction to purchase securities of the fund.”.

3. Section 14.1 of the Regulation is replaced with the following:

#### **“14.1. Investment fund managers exempt from Part 14**

Except for the following provisions, this Part does not apply to an investment fund manager in respect of its activities as an investment fund manager:

(a) section 14.5.1;

(b) section 14.6;

(c) section 14.12(5);

(d) section 14.14.”.

4. The Regulation is amended by inserting the following after section 14.5:

**“14.5.1. Notice to investors by non-resident registered investment fund managers**

(1) A registered investment fund manager whose head office is not located in the local jurisdiction must provide or cause to be provided to security holders with an address of record in the local jurisdiction on the records of each investment fund in respect of which the investment fund manager acts as an investment fund manager a statement in writing disclosing the following:

- (a) the non-resident status of the investment fund manager;
- (b) the investment fund manager’s jurisdiction of residence;
- (c) the name and address of the agent for service of process of the investment fund manager in the local jurisdiction;
- (d) the nature of risks to security holders that legal rights may not be enforceable in the local jurisdiction.

(2) This section does not apply to an investment fund manager whose head office is in Canada if the investment fund manager has a physical place of business in the local jurisdiction.”.

5. Form 31-103F2 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, in the title, “(section 8.18 [international dealer] and 8.26 [international adviser])” with “(section 8.18 [international dealer], 8.26 [international adviser] and 8.29.1 [international investment fund manager])”;

(2) by replacing paragraph (4) with the following:

“4. Section of Regulation 31-103 the International Firm is relying on:

- Section 8.18
- Section 8.26
- Section 8.29.1
- Other”;

(3) by replacing paragraph (9) with the following:

“(9) Until 6 years after the International Firm ceases to rely on section 8.18, section 8.26 or section 8.29.1, the International Firm must submit to the securities regulatory authority

a. a new Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service in this form no later than the 30th day before the date this Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service is terminated; and

b. an amended Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service no later than the 30th day before any change in the name or above address of the Agent for Service.”.

6. This Regulation comes into force on *(insert the date of coming into force of this Regulation)*, except section 4, which comes into force on *(insert the date of coming into force of this section)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-103  
RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS AND EXEMPTIONS**

1. Section 1.1 of the *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* is amended by inserting, in the first paragraph under the heading “**Delivering disclosure and notices**” and after the second bullet in the list, the following:

“- 8.29.1 *International investment fund manager*”.

2. Section 1.2 of the Policy Statement is amended:

(1) by adding, in the second paragraph under the heading “**Permitted client**” and after the second bullet in the list, the following:

“- 8.29.1 *International investment fund manager*”;

(2) by replacing the paragraph under the heading “**Exemptions from registration when dealing with permitted clients**” with the following:

“Regulation 31-103 exempts international dealers, international advisers and international investment fund managers from the registration requirement if they deal with certain permitted clients and meet certain other conditions.”.

3. Section 1.3 of the Policy Statement is amended by replacing the heading “**Registration trigger for investment fund managers**” and the paragraph under that heading with the following:

**“Registration trigger for investment fund managers**

A person that directs or manages the business, operations or affairs of an investment fund is an investment fund manager. A firm must register in each jurisdiction where it acts as an investment fund manager. Investment fund managers are not subject to the business trigger.

You are required to register in a jurisdiction if you direct or manage the business, operations or affairs of an investment fund from a physical place of business in that jurisdiction. An investment fund manager that does not have a physical place of business in a jurisdiction will also need to register in that jurisdiction if

- the investment fund has security holders resident in that jurisdiction, and
- after the investment fund manager registration requirement came into force (on September 28, 2009), the investment fund manager or the investment fund actively solicited the purchase of the fund’s securities by residents in that jurisdiction.

This means that an international investment fund manager that carries out its investment fund management activities from a physical place of business outside of Canada will be required to register in each jurisdiction where it has security holders that have been actively solicited. In addition, a domestic investment fund manager that carries out its investment fund management activities from a physical place of business in a jurisdiction will be required to register in that jurisdiction; it will also have to register in each other jurisdiction where it has security holders that have been actively solicited.

Investment fund managers that do not have a physical place of business in a jurisdiction and have not actively solicited in that jurisdiction after September 28, 2011, and meet certain other conditions, will not be required to register. For guidance on the non-resident investment fund manager exemption, see section 8.29.2 of this Policy Statement.

*Active solicitation*

Active solicitation refers to intentional actions taken by the investment fund or the investment fund manager to encourage a purchase of the fund's securities.

It includes:

1. direct communication with residents of the jurisdiction to encourage their purchases of the fund's securities
2. advertising in Canadian publications or other Canadian media (including the internet), if the advertising is intended to encourage the purchase of the fund's securities by residents of the jurisdiction (either directly from the fund or in the secondary/resale market)
3. purchase recommendations being made by a third party to residents of the jurisdiction, if that party is entitled to be compensated by the investment fund or the investment fund manager, for the recommendation itself, or for a subsequent purchase of fund securities by residents of the jurisdiction in response to the recommendation.

It would not include advertising in international publications or other international media (including the internet) – including advertising to promote the image or general perception of a fund – unless the advertising specifically encouraged an investment in the fund by residents of the jurisdiction.”.

4. The first paragraph of section 7.3 of the Policy Statement is replaced with the following:

“Investment fund managers direct the business, operations or affairs of an investment fund.”.

5. The Policy Statement is amended by inserting, after section 8.28, the following:

**“8.29.1. International investment fund manager**

An investment fund manager that does not have a physical place of business in Canada is exempt from the investment fund manager registration requirement if the investment fund only distributes its securities in Canada to permitted clients and certain other conditions set out in section 8.29.1 are satisfied, including limitations on the fair value of the assets of the funds it manages that are attributable to Canadian investors.

If an investment fund manager is relying on the exemption in more than one jurisdiction, it must provide an initial notice by filing a Form 31-103F2 *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service* (F2) with the regulator in each jurisdiction where it relies on the exemption. If there is any change to the information in the investment fund manager's F2, it must update it by filing a replacement F2 with them.

So long as the investment fund manager continues to rely on the exemption, it must file an annual notice with each regulator. Subsection 8.29.1(6) does not prescribe a form of annual notice. An email or letter will therefore be acceptable.

**8.29.2. Non-resident investment fund manager**

An investment fund manager that does not have a physical place of business in a jurisdiction, but manages an investment fund with security holders in that jurisdiction, is not required to register in that jurisdiction if neither it nor the fund has actively solicited residents in that jurisdiction after September 28, 2011 (except in respect of a reinvestment plan), and it meets certain other conditions. For guidance on the meaning of the term “actively solicited”, see section 1.3 of this Policy Statement.”.

## CSA Notice 31-320

### **Additional Request for Comment by the Autorité des marchés financiers and the Ontario Securities Commission on proposed exemptions from investment fund manager registration requirement for international and certain domestic investment fund managers**

The Canadian Securities Administrators (the CSA) are today publishing a notice and request for comments (the CSA Notice) on proposed amendments to *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (Regulation) and *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (the Policy Statement) relating to the registration of international and certain domestic investment fund managers. The CSA Notice follows this Notice.

The proposed amendments include two new exemptions from the investment fund manager registration requirement for non-resident investment fund managers, which are described in the CSA Notice as follows:

1. **Section 8.29.1 – *International investment fund manager*** – An international investment fund manager would not need to be registered if the investment fund it manages is only distributed to permitted clients, provided certain other conditions are met.

We are proposing thresholds for this exemption so that an international investment fund manager that has a significant presence in the Canadian market would not be able to rely on this exemption. The proposed thresholds are

- the fair value of all of the assets attributable to Canadian security holders of any investment fund for which it acts as investment fund manager should not be more than 10% of the fair value of all the assets of such fund
- the total assets of all funds managed by the investment fund manager that are attributable to Canadian security holders should be less than \$50 million.

We specifically invite comments on the calculations required to monitor these thresholds and whether the thresholds proposed are appropriate.

2. **Section 8.29.2 - *Non-resident investment fund manager*** – This is a grandfathering exemption for non-resident investment fund managers where neither the investment fund manager nor the investment fund has actively solicited local residents after September 28, 2011.

#### **Request for Comment**

The proposed new section 8.29.2 does not include the same threshold limitations proposed for Section 8.29.1. This means that an international investment fund manager or a domestic investment fund manager, referred to in section 8.29.2 would not be required to register as an investment fund manager in the province or territory -- regardless of the size of its investment fund -- as long as it does not actively solicit local residents after September 28, 2011.

The Autorité des marchés financiers and the Ontario Securities Commission specifically invite comments on whether it would be appropriate to apply to the exemption proposed in section 8.29.2 [*Non resident investment fund manager*] the same threshold limitations proposed for the exemption in section 8.29.1 [*International investment fund manager*] which are described above and more particularly set out in subsection 8.29.1(4).

All comments will be posted on the Autorité des marchés financiers website at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) and on the Ontario Securities Commission website at [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca).



All comments will be made publicly available.

**Please note that we cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period. In this context, you should be aware that some information which is personal to you, such as your e-mail and residential or business address, may appear in the websites. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.**

Thank you in advance for your comments.

#### **Deadline for comments**

Your comments must be submitted in writing by January 13, 2011. Please send your comments electronically in Word, Windows format.

#### **Where to send your comments**

Please send your comments **only** to the addresses below.

M<sup>c</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax : 514-864-6381  
[E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

John Stevenson, Secretary  
Ontario Securities Commission  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto, ON M5H 3S8  
Fax: 416-593-2318  
[E-mail: jstevenson@osc.gov.on.ca](mailto:jstevenson@osc.gov.on.ca)

#### **Questions**

Please refer your questions to any of:

Sophie Jean  
Conseillère en réglementation  
Surintendance de l'assistance à la clientèle, de l'indemnisation et de la distribution  
Autorité des marchés financiers  
Tel: 514-395-0337, ext. 4786  
Toll-free: 1-877-525-0337  
[sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

Robert Kohl  
Senior Legal Counsel  
Compliance and Registrant Regulation  
Ontario Securities Commission  
Tel: 416-593-8233  
[rkohl@osc.gov.on.ca](mailto:rkohl@osc.gov.on.ca)

Carlin Fung  
Senior Accountant  
Compliance and Registrant Regulation  
Ontario Securities Commission  
Tel: 416-593-8226  
[cfung@osc.gov.on.ca](mailto:cfung@osc.gov.on.ca)

October 15, 2010